

que ce sera réellement un programme néo-démocrate. Voici ce qu'a dit à propos de ce programme le ministre de l'Agriculture du Manitoba:

Le gouvernement fédéral n'a fait absolument rien quand les cultivateurs ont connu une dépression entre 1967 et 1971 et voilà qu'il se démène pour répondre aux plaintes des consommateurs au sujet du prix des aliments.

Maintenant que les cultivateurs, pour la première fois en cinq ans, voient se lever le jour en réussissant à payer leurs factures, espérant de nouveau partir du bon pied, nous paraissions réagir à un autre groupe de pression qui suggère de faire quelque chose au sujet du prix des aliments.

J'invite les membres du NPD à retourner chez eux pour connaître l'avis de leurs partisans. Ils condamnent l'insuffisance du programme agricole annoncé par le premier ministre. Les néo-démocrates devraient s'assurer que la base de leur parti accepte ce geste.

Il est évident que l'inflation frappe de nombreux groupes. Nous avons parlé des pensionnés âgés à propos de l'indexation du régime des pensions de vieillesse. Il demeure que l'inflation touche le plus gravement les pensionnés âgés parce qu'ils se sont constitués un maigre pécule, un petit capital qu'ils ont été capables de réunir de peine et de misère au cours de leur période de vie active. Pour eux, c'était un gage de sécurité. Aujourd'hui cette sécurité est disparue ou vaut très peu de chose comparée à sa valeur au moment où ils économisaient cet argent. Voilà toute la cruauté de l'inflation.

En ce qui concerne les disparités régionales, j'estime que la déclaration du premier ministre et la prétendue lutte contre l'inflation visaient surtout à obtenir de l'Ouest des matières premières à un prix que le consommateur croirait ne pas constituer une hausse. Je ne pense pas que les gens de quelque région ou de quelque secteur économique que ce soit au Canada devraient avoir à supporter le fardeau de l'inflation.

● (0430)

Comme c'est le cas de l'agriculteur en ce moment, pour les minoteries dont nous parlons, environ 10 p. 100 . . .

**M. l'Orateur suppléant (M. Laniel):** A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

**M. Kenneth J. Higson (Lincoln):** Monsieur l'Orateur, ce qui nous pousse à continuer le débat à cette heure-ci, il est 4 h 30 du matin, c'est parce que le pays est dans un état critique et que le gouvernement, avec ses supporteurs à gauche, est dans un état de prostration politique, incapable ou refusant de venir aux prises avec les problèmes économiques qui nous assaillent, ou même d'essayer d'atténuer la crise dans laquelle nous nous trouvons.

En janvier dernier et pendant les quelques mois qui ont suivi, le chef de l'opposition (M. Stanfield) a été accusé de convoitise du pouvoir et l'opposition a été jugée comme étant trop désireuse de prendre les rênes du gouvernement. Monsieur l'Orateur, si jamais quelqu'un a convoité le pouvoir ou a été désespérément désireux d'exercer le contrôle sur le gouvernement c'est bien le gouvernement actuel et ses séides du Nouveau parti démocratique.

On a dit un jour que la guerre était une affaire trop grave pour qu'on la confie à des généraux. Je soutiens, quant à moi, que le sort économique du Canada est une affaire trop grave pour être laissée à ces hommes politiques de la coalition libérale socialiste. Il est incroyable qu'un parti minoritaire, détenant à peine un neuvième ou un huitième de tous les sièges à la Chambre, et n'ayant

### Coût de la vie

obtenu que 17 ou 18 p. 100 du suffrage populaire lors des élections d'octobre dernier, puisse perpétuer un gouvernement incompetent grâce à un appui payé de miettes de mesures législatives, mettant ainsi en péril les principes de deux partis politiques. Je me réjouis que l'opposition officielle à laquelle j'appartiens ne soit pas partie à ces tractations.

Ce matin, les Canadiens ont fait face à une nouvelle hausse de 1.3 p. 100 de l'indice du coût de la vie pour le mois d'août, soit la plus forte hausse enregistrée depuis mars 1951. Le prix de la nourriture a augmenté de 3.2 p. 100, soit une hausse cumulative globale de près de 16 p. 100 pour les derniers 12 mois. Et le premier ministre (M. Trudeau) a l'audace de nous dire que c'était en fait parce qu'il anticipait l'augmentation de l'indice des prix à la consommation qu'il a fait son annonce à la Chambre le 4 septembre dernier. Les partisans du gouvernement peuvent peut-être se laisser prendre par ce genre de supercherie politique, mais les gens d'où je viens ne l'accepteront pas ou ne le croiront pas.

La vraie raison et le vrai but de cette annonce étaient d'essayer de donner l'impression aux Canadiens que le gouvernement, vraiment à court d'idées originales, faisait quelque chose pour se sortir du fouillis économique qu'on tolère depuis trop longtemps et, en même temps, lancer des miettes au Nouveau parti démocratique pour se maintenir au pouvoir. Je ne dis pas que les mesures annoncées par le premier ministre étaient mauvaises, bien que certaines, comme la subvention du blé et l'oléoduc à Montréal, à la lumière des annonces faites par la suite, nous ait laissés un peu perplexes, ce qui ne fait que prouver une fois de plus l'esprit limité et de papillon du gouvernement.

Il n'y a pas de doute que les mesures visant à augmenter les pensions et l'aide en allocations familiales aux Canadiens à revenu fixe ou faible et qui se ressentent donc le plus de l'incapacité du gouvernement sont des pas dans la bonne direction, tout comme le sont les subventions aux producteurs de lait et de blé, bien que les subventions ne contrôlent pas les prix, mais répartissent tout simplement le fardeau. Et j'aimerais, pour ma part, revoir toute la législation canadienne d'assistance sociale, en collaboration avec les provinces et les municipalités, pour que des programmes efficaces et curatifs puissent être mis au point pour aider de façon efficace les économiquement faibles au Canada au lieu de perpétuer un système qu'on n'a pas revu depuis trop longtemps.

Mais l'annonce du premier ministre que j'ai mentionnée il y a un instant, en réalité, ne fait rien pour résoudre le vrai problème. On a ajouté à notre économie déjà portée à l'inflation un catalyseur puissant, les attentes inflationnistes de nos gens. Les prix augmentent depuis tellement longtemps que les gens s'attendent à ce qu'ils continuent de monter et agissent en conséquence. Les syndicats exigent des hausses qui dépassent l'augmentation de la productivité pour que leurs membres puissent faire face aux hausses de prix attendues. Ils peuvent obtenir ces augmentations, d'abord parce qu'ils détiennent le pouvoir du monopole, et deuxièmement parce que la direction, qui souffre également des mêmes menaces d'inflation, n'est pas trop désireuse de refuser les demandes des syndicats. En conséquence, les coûts et, partant, les prix augmentent, et ces menaces deviennent réalité dans un cercle vicieux.